

Une alternative pour les régions

IL Y A URGENCE À ROMPRE AVEC LES POLITIQUES LIBÉRALES ET PRODUCTIVISTES !

UN ENJEU GLOBAL

Face à un système capitaliste et productiviste en crise, à l'incapacité des États, de sommets du G 20 en sommets climat comme celui de Copenhague, à réguler ce système, une alternative globale est nécessaire.

En France, après avoir fait payer la crise du capitalisme financier parasitaire par plus de chômage et de précarité, le Capital et la Droite vont nous présenter la note de l'endettement public, au prix de nouvelles dégradations des systèmes de protection sociale et des services publics.

Pour brouiller la question sociale, le pouvoir agite la question "identitaire". Cette manœuvre de diversion ne vise qu'un seul objectif : diviser et stigmatiser.

Pour ne plus être des citoyen-ne-s dépossédés, des salarié-e-s précarisé-e-s, des consommateurs/trices aliéné-e-s, nous avons besoin d'un projet émancipateur, social, écologique, autogestionnaire. Un projet qui doit être appuyé et porté par une force politique crédible.

C'est pourquoi les Alternatifs proposent un front commun politique et social durable, clairement à gauche du PS, rassemblant la vraie gauche et les écologistes radicaux. Un rassemblement durable, dans les mobilisations et dans les urnes.

C'est dans la convergence des luttes sociales et des mesures politiques alternatives que nous contribuerons à la transformation sociale et écologique de la société.

UNE ENJEU DANS TOUTES LES REGIONS

Pour les Alternatifs le scrutin de mars sera un moment essentiel, pour battre la Droite et pousser à gauche.

• La région doit être un lieu de résistance aux ravages sociaux et écologiques du capitalisme, au service de l'intérêt général et de l'émancipation individuelle et collective.

• Les citoyens et les citoyennes doivent être associés à l'élaboration des politiques régionales, à leur mise en œuvre et à leur évaluation.

• La région doit substituer à la logique de concurrence, une logique de coopération entre collectivités et entre individus, ce qui passe notamment par le développement de services publics. Enfin, la Région doit être un lieu de concertation et d'innovation dans le cadre des actions d'emploi, de formation continue, de transport ...

Nous agissons pour une campagne régionale s'appuyant sur l'acquis du rassemblement d'organisations politiques mais ne s'y limitant pas.

Cette dynamique populaire et citoyenne devra se poursuivre après les élections, en lien avec toutes les mobilisations sociales et écologiques, contre toutes les discriminations. Elle est indispensable pour une actions efficace de la gauche de transformation sociale et écologique dans les conseils régionaux.



Les Alternatifs, mouvement rouge et vert, féministe, autogestionnaire et altermondialiste, participent aux élections régionales.

Nous voulons construire une alternative en lien permanent avec les mobilisations sociales, écologiques, contre les discriminations et pour l'égalité des droits.

L'enjeu des Régionales est double, global et local.



POUR UNE DEMOCRATIE ACTIVE, POUR L'INITIATIVE POPULAIRE

Nous savons que rien ne sera acquis durablement, dans et hors des institutions, sans intervention active de la population; la Région doit contribuer à susciter puis appuyer cette intervention.

Ainsi, l'élaboration et la mise en œuvre d'un projet alternatif seront conduites en associant au maximum la population, par exemple dans un premier temps en matière de grands projets dans le cadre de forums populaires puis aux choix budgétaires.

La démocratie active doit se traduire à la fois, et avec la même importance, dans le contenu des politiques et dans les modalités d'élaboration, de mise en œuvre et d'évaluation.

Notre priorité est aussi le développement du rôle des salariés et des utilisateurs dans la gestion des services publics.

•Créer des assemblées participatives/forums citoyens pour associer les citoyens aux politiques mises en œuvre par la Région, et à leur évaluation.

•Créer des comités d'usager-e-s et salarié-e-s pour chaque service public régional. Reconnaître le droit au référendum à l'initiative des citoyens et des élus.

•Prévoir une formation citoyenne au budget participatif, mettre en place des ateliers populaires facilitant la compréhension des enjeux, s'appuyant sur une recherche participative, en vue de premiers budgets participatifs.

•Democratiser radicalement la communication régionale par l'information, le débat citoyen.

•Appuyer l'information et l'auto-organisation des salarié-e-s, chômeurs, précaires, de leurs syndicats et associations.

Les Régions doivent aussi être un espace de rejet du projet de réforme des collectivités locales imposé par la Droite.



SERVICES PUBLICS, SOLIDARITE ET TERRITORIALES

Contre le chacun pour soi, pour résister à la précarisation des territoires et de celle et ceux qui y vivent, la Région agira pour la défense et le développement de services publics, notamment en matière de formation, de transport et de recherche. Il faut couper court à toute forme de marchandisation des services publics.

•Refuser la directive services de l'Union Européenne et l'AGCS en déclarant la Région "zone hors AGCS" et "hors la loi" les tentatives de mise en œuvre de la logique européenne de la «concurrence libre et non faussée».

•Appliquer le principe de continuité territoriale des services publics, notamment dans les quartiers populaires et les espaces ruraux excentrés

• Mettre en place des comités territoriaux, associant usagers, élu-e-s, salarié-e-s, pour construire des projets pour la défense, le développement des services publics.

•Développer des services de recherche et de gestion dans les domaines de l'eau, du traitement des déchets;

l'enjeu est de ne pas laisser le monopole de la compétence aux multinationales

•Donner la priorité absolue aux financements pour l'enseignement public et pour les organismes de formation publics et associatifs..

•Créer un véritable service public de la formation professionnelle et appuyer la formation professionnelle initiale sous statut scolaire, fédérer toutes les filières de formations, notamment les Lycées Professionnels, au sein de pôles d'enseignement; ces pôles auront une vocation d'aménagement des territoires et de lutte contre les ségrégations scolaires

•Favoriser les formations d'avenir pour une transition écologique de l'économie (agriculture, alimentation, énergie, habitat, transports, artisanat et tourisme écologique).

•Outre la gratuité des manuels scolaires dans les lycées, développer des mesures de gratuité ou de tarification au quotient familial pour les transports, le logement et la restauration dans les lycées; renforcer les outils d'information visant à favoriser les études longues, notamment des élèves issus des filières techniques et technologiques.

•Aider les associations d'éducation populaire et soutenir les pédagogies alternatives, les formations non marchandes, les pratiques artistiques émergentes, et la diversité culturelle (entre autres



PRINCIPES SOCIALES

(langues et cultures des régions ou des immigrations).

- Développer la démocratie sanitaire régionale, favoriser des structures de concertations et d'informations sous le contrôle des usagers, syndicats, élu(e)s et professionnels.

- Défendre le service public hospitalier, l'égalité et la proximité de l'accès aux soins mise à mal par la loi HPST dite loi Bachelot et les nouvelles Agences Régionales de Santé.

- Contrecarrer tout projet d'ouverture à la concurrence du transport public régional.

- Améliorer le réseau régional : ouverture de gares, de lignes, réduction des temps d'accès et de trajet.

- Sur les réseaux de transports financés par la Région, étudier la faisabilité de la gratuité pour tous, et assurer la gratuité pour les allocataires de minima sociaux, les précaires et les jeunes en formation; favoriser, en mettant à contribution les employeurs,

une tarification ne pénalisant pas les plus longs trajets domicile-travail.

- Favoriser le transport maritime de fret. Développer la part du fret ferroviaire, maritime et fluvial pour diminuer le fret routier.

- Imposer un moratoire sur les grands équipements et s'opposer aux projets autoroutiers.

- Favoriser une politique du logement social, agir pour la réhabilitation écologique du parc social et le maintien des habitant-e-s dans leur quartier ; conditionner les divers financements régionaux aux communes à la mise en œuvre de la loi SRU, soutenir la réquisition d'immeubles vides.

- Promouvoir, notamment par une politique foncière active, un urbanisme permettant un bon accès aux services publics.

ACTION ECONOMIQUE ET TERRITOIRES

Les Régions doivent agir pour rompre avec la compétition ultra libérale entre territoires et favoriser coopérations et solidarités, réorienter les aides aux entreprises vers l'économie sociale et solidaire et les services publics, aider à la reprise par les salarié-e-s de leur entreprise.

En raison de la place donnée à la recherche privée, de la nature de la plupart des projets (biotechnologies nanotechnologie ...) les «poles de compétitivité» devront souvent être abandonnés ou reconvertis.

- Elaborer démocratiquement et mettre en œuvre une Charte écologique et sociale s'appliquant à toutes les interventions de la Région. Charte à traduire dans les cahiers des charges, les marchés publics et autres partenariats des régions.

- Relocaliser l'économie et favoriser la transition vers une économie utile, socialement et écologiquement responsable. Etudier le schéma régional de développement économique à partir de la

mise en place de forums et populaires à l'échelle des bassins de vie et d'emploi. Donner la priorité aux projets économes en énergie et à faible empreinte écologique.

- Réorienter les financements en faveur de l'économie sociale et solidaire, mettre en place des plates formes d'activité ouvertes aux entreprises innovantes sur le plan des produits, de l'écologie, des droits sociaux.

- Apporter conseil et aide aux collectifs de salarié-e-s engageant des reprises autogestionnaires d'entreprises.

- Développer l'emploi public territorial statutaire. Privilégier l'emploi garanti dans toutes les politiques publiques.

Collopin

AGRICULTURE, ECOLOGIE ET TERRITOIRES

C'est, pour les Alternatifs, un terrain privilégié de l'action régionale, notamment dans le cadre des partenariats avec les communes et leurs groupements, et par le contenu des cahiers des charges pour les partenaires associatifs et économiques des régions.

- Faciliter une politique de transition énergétique, engager une sortie du nucléaire ; pour cela fonder le programme alternatif sur une application du scénario «négawatt» expérimenté dans le Nord-pas de Calais et viser la sobriété, et l'efficacité énergétique, les énergies renouvelables et la réduction des gaz à effet de serre. Développer l'énergie solaire thermique et photovoltaïque.

- Refuser de participer au financement de grands projets favorisant les déplacements et transports routiers, concourir à un aménagement équilibré du territoire au bénéfice des zones rurales mal desservies et des banlieues.

- Encourager la production locale d'énergie, être à l'initiative d'économies d'énergie, notamment dans les lycées et dans le parc de logements sociaux, avec

aides à des coopératives d'amélioration de l'habitat travaillant en lien étroit avec les habitants et les organisations de quartiers. Une politique de qualité alimentaire accessible à tous et toutes : incitation aux formes d'agriculture paysanne de proximité et aux autres formes d'agriculture durable, aux circuits courts, avec appui à la recherche, à la formation, à la constitution de filières avec cahier des charges, en lien avec politique foncière et d'installation. L'enjeu est de favoriser l'autonomie des paysans et des consommateurs par rapport aux firmes, notamment par une autre politique que celle des organismes officiels (administratifs et professionnels) ; aider à la mise en place de systèmes diversifiés, dont en AB, pour satisfaire les objectifs d'emploi, de respect du milieu, de qualité des produits.

- Agir pour une restauration collective de qualité en lien avec les producteurs locaux.

- Restreindre les aides à l'irrigation et favoriser la reconversion des cultures irriguées,

- Favoriser l'autonomie alimentaire dans le secteur de l'élevage, notamment en complément du refus des OGM.

- Interdire les cultures OGM et refuser le recours aux agrocarburants.

- Développer une gestion durable et responsable des forêts, préserver les espaces naturels, la biodiversité, le littoral, les zones humides. Privilégier les formes de tourisme irriguant l'économie locale sans porter atteinte à son équilibre et à l'environnement. Dans cet esprit et avec ces objectifs, développer les parcs régionaux.

COOPÉRATION INTERNATIONALE

Nous agissons pour que la Région contribue à la coopération et à la solidarité internationale.

- Fonds de soutien aux projets de coopération et de solidarité internationale à 1% du budget régional.

- Relayer la campagne B.D.S (Boycott, Désinvestissement, Sanction) pour contribuer à la mobilisation internationale pour une paix juste et durable entre palestiniens et israéliens.

- Soutien aux actions pour la reconnaissance d'une dette écologique vis-à-vis des populations du Sud et du pillage des ressources naturelles par les grandes entreprises et dédommagement.



CONTRE LES DISCRIMINATIONS

- Contribuer à la lutte contre toutes les discriminations liées au sexe, à l'origine, au lieu de résidence, la religion, l'orientation sexuelle, le handicap ou l'âge. appuyer l'action des associations menant ce combat.

- Soutenir toutes les initiatives pour le droit de vote des résidents étrangers

- Partout des Missions régionales pour l'intégration de la dimension de genre dans toutes les politiques publiques régionales et la

communication. Prise en considération des inégalités dont sont victimes les femmes et de leurs besoins spécifiques dans certains domaines (santé, accueil et garde de jeunes enfants...), promotion des femmes dans la vie publique. Mettre en pratique la parité au CESR.

- Développer les centres de planification, les centres IVG et la gratuité des moyens de contraception. Coordonner une politique de prévention contre les violences faites aux femmes.

Seule une politique volontariste des élu-e-s régionaux en lien avec les mobilisations populaires et citoyennes peut contribuer à atteindre ces objectifs, en utilisant les marges de manœuvre existantes et que l'action de la population permettra d'inventer.

Faire aller plus loin...

- Je m'abonne à la presse des Alternatifs pour un an*
- Je souhaite rencontrer le groupe local des Alternatifs le plus proche
- Je rejoins les Alternatifs en 2010

Nom :

Prenom :

Adresse :

Adresse électronique (facultative) :



* La presse coûte de 50 euros (à l'ordre de l'Europe et Vn)!

Découper (ou recopier) et envoyer ce bulletin à
LES ALTERNATIFS 40, rue de Malte 75011 Paris